

« Mettre à nu les réseaux »

Interview avec Véronique Poujol, journaliste au *Lëtzebuenger Land*

Journalisme d'investigation

Si 2012 marquait une autre année morose pour la presse écrite (chute continue des ventes et des recettes publicitaires, mort du *Point 24*, plans sociaux chez Saint-Paul), ce fut en revanche une bonne année pour le journalisme. De Livange-Wickrange au SREL en passant par Cargolux, le journalisme d'investigation a fêté un (d)étonnant come-back.

L'obstination de quelques journalistes a réussi à élargir l'arène du débat public. En enquêtant sur les petits arrangements entre amis et les montages financiers, ils ont fait suer ministres, hauts fonctionnaires et hommes d'affaires.

Dans les pages qui suivent, nous avons donné la parole à quelques-uns de ces journalistes dont les recherches étaient à la pointe des dossiers « chauds » de l'année écoulée. Véronique Poujol (*d'Lëtzebuenger Land*), Jean-Claude Franck (Radio 100,7) et Nico Graf (RTL-Radio) ont accepté de répondre aux questions que nous leur avons envoyées via mail et d'expliquer à nos lecteurs, comment ils vivent au quotidien leur pratique professionnelle. Par cette série d'interviews, *forum* se propose de contribuer à créer une plateforme (plus ou moins neutre) où peuvent se rencontrer – et se confronter – différentes approches journalistiques.

À mesure qu'il leur pousse des dents, qu'ils s'aventurent sur des terrains plus explosifs et que la pression monte, on remarque que les rédactions les plus exposées commencent timidement à se citer les unes les autres, personne ne voulant avoir tort tout seul. Reste à espérer que ces débuts d'une réciprocité sonnent le glas des isolationnismes rédactionnels et qu'on assiste à l'émergence d'un espace médiatique interactif.

Dans les mois qui viennent, *forum* publiera dans ses colonnes des analyses critiques et comparatives sur les médias luxembourgeois.

forum

L'année 2012 fut marquée par une cascade de révélations. Nous pensons particulièrement à Livange-Wickrange, l'affaire Cargolux et aux écoutes du SREL. Comment vous expliquez-vous cette accélération de l'actualité politique ?

Véronique Poujol : Les gens vous racontent généralement que la corruption est allée bien trop loin et qu'il est temps de crever l'abcès, ce qui explique, à mes yeux, que les langues commencent à se délier, preuves à l'appui, ce qui rend d'ailleurs leurs assertions incontestables. En réalité, leur « repentir » s'apparente davantage à des règlements de compte qu'à la volonté de faire place nette. La crise économique est sans doute le principal facteur d'explication de cette évolution.

Pour parler grossièrement : le gâteau est moins gros, les acteurs plus nombreux à vouloir se le partager, la concurrence plus aiguë que jamais. Parallèlement, on observe une certaine désinhibition dans les milieux économiques, surtout dans le « middle management » et chez les dirigeants étrangers, souvent nouveaux venus au Luxembourg, pour mettre en cause des pratiques répréhensibles, l'affairisme et la collusion entre la classe politique et les milieux d'affaires.

Les affaires Livange, Cargolux ou SREL sont sans doute les plus spectaculaires et celles qui ont suscité le plus de répercussions médiatiques. Il y a eu tant d'autres révélations qui ont montré les limites du système et qui vont, je le souhaite, contribuer à un assainissement : je pense notamment à cet ancien cadre de la banque d'origine islandaise, Kaupthing Luxembourg, qui a eu le courage, en dépit de ses obligations au secret bancaire, de dénoncer les malversations de son établissement et le traitement inapproprié qu'il accordait à certains clients proches des dirigeants. Cet ex-cadre, qui avait démissionné de Kaupthing en invoquant une faute de son employeur, ce qui est exceptionnel, s'est pourtant retrouvé l'année dernière devant le tribunal correctionnel pour violation de ses obligations professionnelles. Bien qu'il soit avéré que Kaupthing avait enfreint la réglementation financière, ce qui a été à l'origine de sa défaillance en 2008, puis de son rachat par un groupe britannique qui n'a pas jugé bon d'ailleurs de faire la purge de ses anciens dirigeants. Le régulateur du secteur financier non plus d'ailleurs. Il a fallu l'enquête d'un procureur islandais pour que les têtes sautent enfin au Luxembourg.

Le jugement de relaxe, s'il devait être confirmé en appel, contribuera à améliorer notre vision de l'économie et sa transparence, en permettant à ses opérateurs d'en dénoncer les abus éventuels, sans risquer de se retrouver en prison pour violation du secret professionnel. On peut d'ailleurs regretter que ce jugement n'ait pas suscité plus de réactions, notamment dans la presse, parce qu'il montre qu'il n'y a plus de complaisance pour les dérapages des entreprises. Encore faudra-t-il que la justice se montre intransigeante en tout, y compris envers la classe politique.

Rétrospectivement, l'affaire Becca-Rollinger-Giorgetti-Kuhn apparaît surtout comme une expression de la compétition que se livrent différents promoteurs et leurs relais politiques respectifs. Comment gérez-vous ce risque de vous faire instrumentaliser par des acteurs économiques ou politiques ?

V. P. : Il ne fallait pas être grand clerc pour se mettre à l'évidence que les différents réseaux tiraient chacun de leur côté les ficelles, s'accusant l'un et l'autre d'employer des méthodes – qu'on présentera poliment comme « non-conventionnelles » – pour obtenir des marchés.

Il fut d'ailleurs passionnant de mettre à nu ces réseaux, leur fonctionnement, leurs interconnexions avec la classe politique et leurs relais avec les dirigeants de banques et les responsables de cabinets d'audit. Ça vous met quand même à l'abri des risques de manipulation. En tout cas, je n'ai pas le sentiment que le *Land* se soit fait mener en bateau ni par les promoteurs cités ni par la classe politique. Si quelqu'un vous donne une information, pour nuire par exemple à l'un de ses concurrents ou rendre des comptes, ça ne fait pas de vous son affidé.

Quel genre de mesures avez-vous dû prendre afin de protéger vos sources ? Jusqu'à quel degré peut-on protéger une source, étant donnée l'étroitesse du pays et de son contrôle social ?

V. P. : Vos interlocuteurs, pour se protéger et par crainte d'être repérés, vous donnent souvent rendez-vous hors du pays. Il m'est arrivé à plusieurs reprises d'aller jusqu'à Bruxelles pour parler à des gens, à mes propres frais d'ailleurs.

Je n'ai jamais autant fréquenté les cafés ni les centres commerciaux de la Grande Région ou d'autres lieux assez insolites qu'en ce moment, ce qui m'a fait faire un saut en arrière dans le temps, lorsqu'on travaillait sans internet et qu'on écrivait encore nos articles sur des bécanes mécaniques dans des salles de rédaction bruyantes, conviviales et enfumées. Un retour aux fondamentaux du métier de journaliste sans micro

ni enregistreur, où l'on prend le temps de gagner la confiance d'un interlocuteur, la patience de l'écouter, de ne pas le juger ni attendre de lui un retour immédiat sur investissement. C'est malheureusement un luxe que peu d'entre nous peuvent encore se payer.

En principe, je ne communique à personne mes lieux de rendez-vous ni le nom de mes interlocuteurs. C'est la meilleure protection que je connaisse. De plus, je n'ai aucune racine familiale au Luxembourg, pas de cousin, de père ni de tante pour me fournir des informations ou un début de réseau ou leur donner le change en retour. J'échappe donc à ce que vous appelez le contrôle social. Ce que les autres, la bonne société, l'establishment, pensent de moi m'indiffère assez. Je ne suis pas du genre à courir après les honneurs ni les cocktails mondains.

Les petites dimensions du pays sont sans doute moins à craindre que la promiscuité des journalistes entre eux : protéger ses sources, c'est ne pas les partager, pas même avec ceux qui partagent votre vie. J'en ai fait désormais une règle professionnelle.



Y a-t-il une forme de collaboration entre collègues journalistes, au moins en ce qui concerne les dossiers « chauds » ? Nous pensons p. ex. à un échange d'informations ou à une forme de division du travail.

V. P. : Je préfère travailler en solo. C'est une question d'expérience. Des informateurs, ça ne s'échange pas avec d'autres journalistes, au risque de briser leur confiance ou pire de les « griller », c'est-à-dire qu'ils puissent être identifiés. Un échange d'informations dissimule souvent une défaillance ou une faiblesse. Rien n'empêche de travailler à deux ou plus sur un dossier chaud, mais à chacun sa chasse gardée et ses réseaux.

J'ai particulièrement horreur d'ailleurs des collègues qui viennent jouer les voitures-balais derrière vous, comme pour vérifier la crédibilité de vos informations.

En 2011 encore, Romain Hilgert, le secrétaire général de la rédaction du Land, avait déclaré à forum : « Ich bin nicht der Meinung, dass der Enthüllungsjournalismus der Rolls Royce des Journalismus ist. [...] Die höchste Form des Journalismus ist für mich, Analysen des Gewöhnlichen zu erstellen, Hintergründe und Zusammenhänge aufzuzeigen, zum Nachdenken statt zur Empörung anzuregen. » Pourtant, à lire le Land ces derniers mois, on remarque un style journalistique beaucoup plus orienté vers l'investigation. Est-ce

qu'il s'agit là d'une décision éditoriale ou est-ce dû aux hasards des circonstances politiques ?

V. P. : À mes yeux, il est évident que le journalisme d'analyse n'a de sens que s'il s'appuie sur une connaissance approfondie des faits, ce qui justifie le journalisme d'investigation. En outre, le journalisme d'investigation couplé à la « séniorité » dans le métier vous donne le recul nécessaire pour basculer très vite dans l'analyse et prendre du recul par rapports aux faits.

Ce serait faire peu d'honneur au travail de longue haleine de mes collègues et anciens collègues ainsi qu'au mien depuis plus de douze ans, que de parler d'une orientation récente du *Land* vers un journalisme d'investigation. Nous le défendons comme un genre majeur du journalisme et le pratiquons depuis longtemps, même si les dossiers que nous avons traités jusqu'ici étaient moins spectaculaires que ceux de Livange ou du SREL.

À titre personnel, je suis persuadée que la survie de la presse écrite indépendante passe par ce genre de journalisme. C'est aussi ce que les gens réclament. Pour qui écrivons nous, sinon pour nos lecteurs ?

Merci beaucoup d'avoir répondu à nos questions ! ♦

(Interview menée par e-mails entre le 14 décembre 2012 et le 2 janvier 2013/BT)

